

**COMMUNE
DE
COETMIEUX**

(Côtes d'Armor)

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

28 OCTOBRE 2011

Date convocation :
21/10/2011
Présents : 15
Absents : 3 (1 pouvoir)
N° : 11/93

Le vingt huit octobre deux mil onze à vingt heures trente, le Conseil Municipal dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Dominique TIREL, Maire.

Etaient présents : M.M TIREL Dominique, BARBO Jean-Luc, REVEL Paul, MENIER Michel, BAUMONT Sébastien, LE MEE Marie-Ange, RICHARD Fernand, RUELLO Jean, TOUSSAINT Romuald, GAUTHIER Jean-Paul, ANDRIEU Jean-Yves., Mmes PERCEVAULT Micheline, DUFFROS Cécilia, HAQUIN Laurence, ROUAULT Christine.,

Absents excusés : Mmes LE LIARD Evelyne, JOUBLE Brigitte, RIVOILAN Reynald (pouvoir donné à Monsieur le Maire)

Secrétaire de séance: M. Romuald TOUSSAINT.

Objet : TAXE D'AMENAGEMENT

Après une période de concertation de plus de deux ans avec les représentants des collectivités territoriales et des professionnels de l'aménagement et de la construction, la réforme de la fiscalité de l'aménagement a été adoptée dans le cadre de la loi n°2010-1658 du 29 décembre 2010 de finances rectificative pour 2010, parue au JO du 30 décembre 2010.

L'entrée en vigueur de ce dispositif est le 1er mars 2012. Les collectivités territoriales doivent prendre les délibérations nécessaires à sa mise en œuvre avant le 30 novembre pour l'année suivante et donc avant le 30 novembre 2011 pour la première mise en œuvre en 2012.

Les enjeux de ce dispositif sont :

- ▶ Améliorer la compréhension et la lisibilité du régime ;
- ▶ Simplifier en réduisant le nombre d'outils de financement ;
- ▶ Promouvoir un usage économe des sols et contribuer à la lutte contre l'étalement urbain ;
- ▶ Inciter à la création de logements.

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 331-1 et suivants ;

Le conseil municipal décide à l'unanimité,

- D'instituer le taux de 2% sur l'ensemble du territoire communal
- De garder les exonérations proposées dans le texte de loi

La présente délibération est valable pour une durée d'un an reconductible.

Elle est transmise au service de l'État chargé de l'urbanisme dans le département au plus tard le 1er jour du 2^{ème} mois suivant son adoption.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

022-212200448-20111028-1193-DE

Fait et délibéré à COETMIEUX, les jours, mois et ans susdits.

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 15/11/2011
Publication : 05/11/2011

Pour l'"autorité Compétente"
par délégation

Pour copie conforme,
Le Maire,
Dominique TIREL

